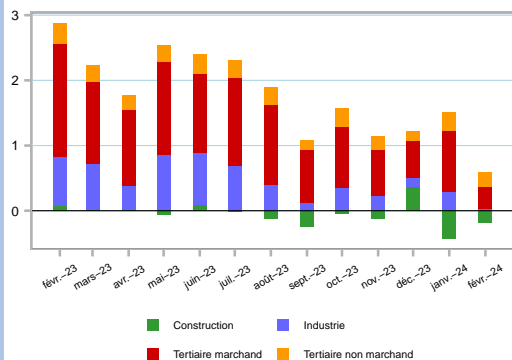


Activité économique

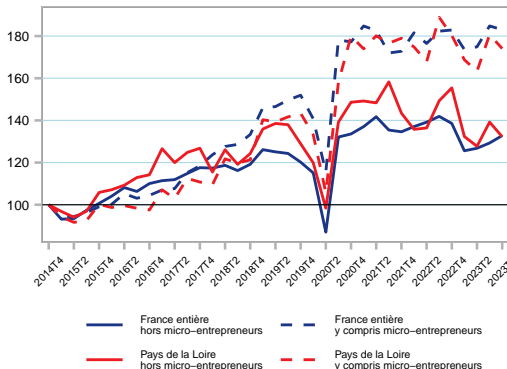
Contributions sectorielles à l'évolution des volumes d'heures rémunérées par rapport au même mois de l'année précédente (en %)



Source : DSN, traitement provisoire Insee.
Note : Hors activité partielle.

Créations d'entreprises

Indice base 100 au 4ème trimestre 2014



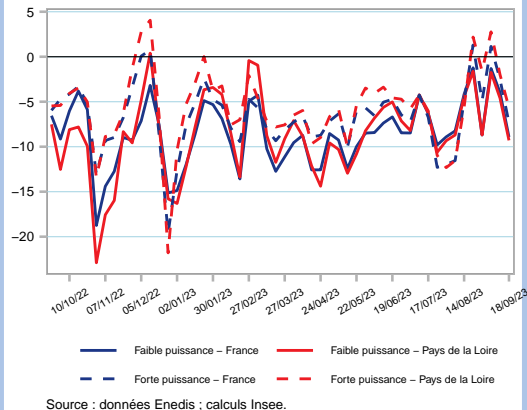
Note : données trimestrielles corrigées des variations saisonnières (CVS).
Source : Insee, Répertoire des entreprises et des établissements.

En février 2024, le volume d'heures rémunérées diminue par rapport au mois précédent. Il est supérieur de 0,4 % à son niveau de février 2023, après +1,1 % en janvier 2024. En France, il est au même niveau qu'en février 2023. Au 4ème trimestre 2023, le PIB est quasi stable : +0,1 %.

Au 4ème trimestre 2023, les créations d'entreprises diminuent de 4 %, contre -1 % en France. Les créations hors micro-entreprises reculent plus fortement (-5 %), tandis qu'elles augmentent en France (+3 %). Ces évolutions doivent être interprétées avec prudence en raison de la mise en place du Guichet unique.

Consommation d'électricité des entreprises

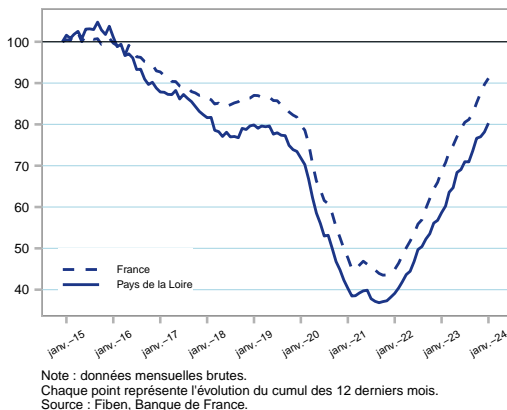
Ecart par rapport au niveau moyen de consommation par secteur



Source : données Enedis ; calculs Insee.

Défaillances d'entreprises

Indice base 100 en décembre 2014



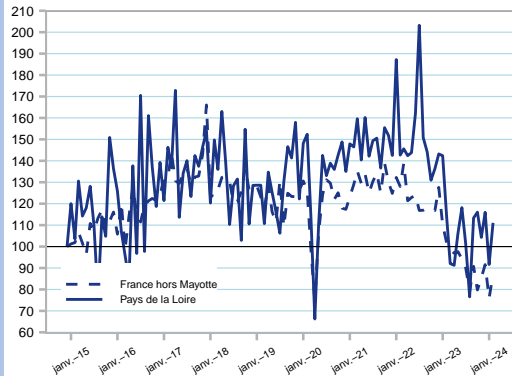
Note : données mensuelles brutes.
Chaque point représente l'évolution du cumul des 12 derniers mois.
Source : Fiben, Banque de France.

Depuis début 2023, la consommation électrique reste globalement sous son niveau moyen. Elle s'en rapproche entre mi août et fin septembre, en particulier pour les compteurs forte puissance.

En janvier 2024, les défaillances d'entreprises cumulées sur 12 mois sont en hausse : +3 %, contre +2 % au niveau national. Après avoir atteint un niveau historiquement bas avec la mise en place, puis le maintien, des dispositifs de soutien, le nombre de défaillances dépasse de 1 % son niveau d'avant crise de janvier 2019.

Logements commencés

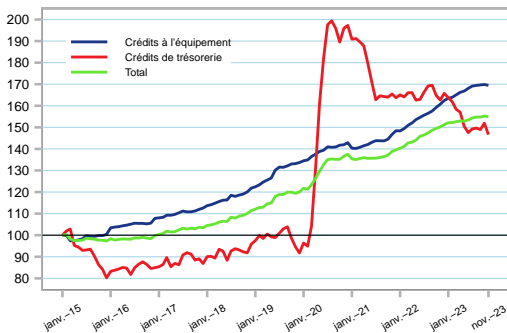
Indice base 100 en décembre 2014



Note : données en cumul trimestriel CVS-CJO, en date réelle.
Source : SDES, Sit@del2.

Évolution des crédits accordés aux sociétés non financières et entrepreneurs individuels dans les Pays de la Loire

Indice base 100 en janvier 2015



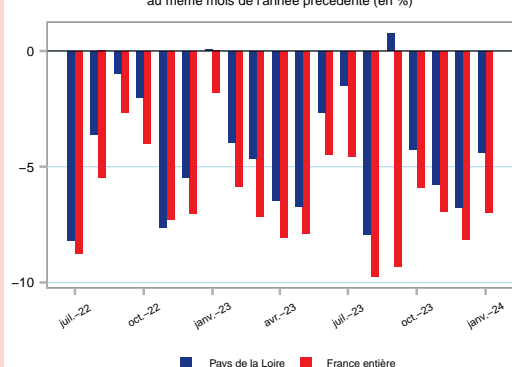
Note : données brutes.
Source : Banque de France.

En février 2024, 1 770 logements sont mis en chantier dans les Pays de la Loire, soit 21 % de plus qu'en janvier 2024 (contre +15 % au niveau national). La tendance est fortement à la baisse depuis août 2022. Les mises en chantier retrouvent des niveaux équivalents à début 2016.

En novembre 2023, les crédits accordés aux entreprises pour leur trésorerie diminuent de 3 %. La tendance était à la baisse depuis octobre 2022 mais semble se stabiliser ces derniers mois. Les crédits de trésorerie restent supérieurs de 55 % à leur niveau de novembre 2019, en lien avec les prêts garantis par l'État.

Transactions bancaires

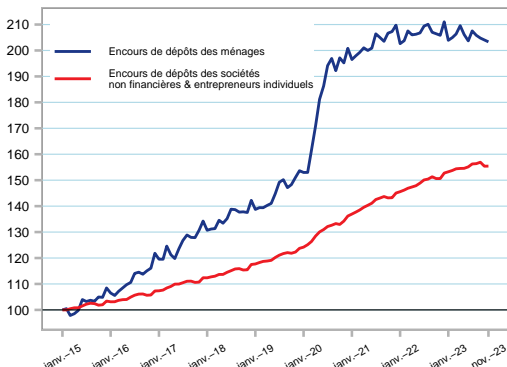
Évolution des montants de transactions par rapport au même mois de l'année précédente (en %)



Note : données corrigées de l'évolution des prix.
Source : cartes bancaires CB ; calculs Insee.

Évolution des encours de dépôts

Indice base 100 en janvier 2015



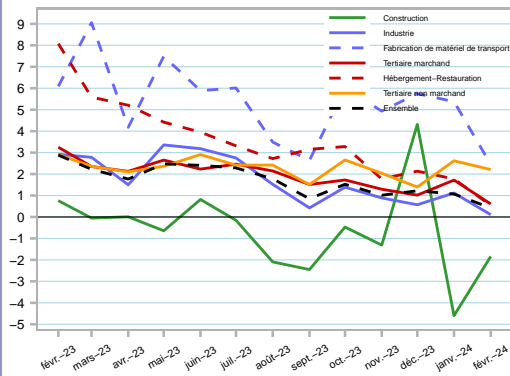
Note : données brutes.
Source : Banque de France.

En janvier 2024, le montant des transactions par carte bancaire reste inférieur à son niveau de janvier 2022, malgré un ralentissement de l'inflation qui atteint son plus bas niveau depuis deux ans. La baisse des transactions s'atténue cependant par rapport au mois précédent et reste moins marquée qu'un niveau national.

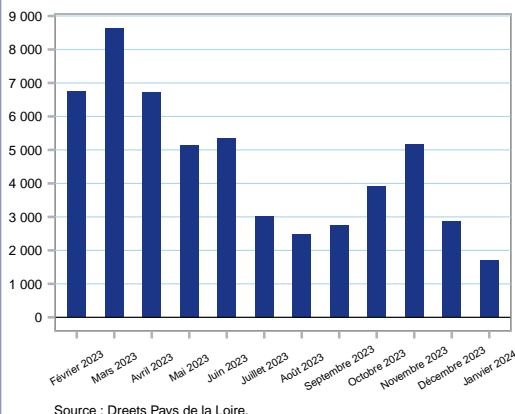
En novembre 2023, les encours de dépôts des ménages sont en baisse par rapport au mois précédent (-0,4 %). La tendance légèrement haussière depuis fin 2020 semble se stabiliser ces derniers mois. Les encours de dépôts des entreprises sont stables.

Heures rémunérées

Évolution des volumes d'heures rémunérées par rapport au même mois de l'année précédente (en %)



**Activité partielle :
nombre de salariés indemnisés**



En février 2024, le volume d'heures rémunérées est supérieur à son niveau de février 2023 dans les secteurs tertiaires non marchand (+2,2 %) et marchand (+0,6 %). Il est quasi stable dans l'industrie (+0,1 %). En revanche, il est en deçà dans la construction (-1,8 %).

En février 2024, le volume d'heures est supérieur à son niveau de 2023 dans la fabrication de matériels de transport (+2,5 %), ainsi que dans l'hébergement restauration (+0,5 %).

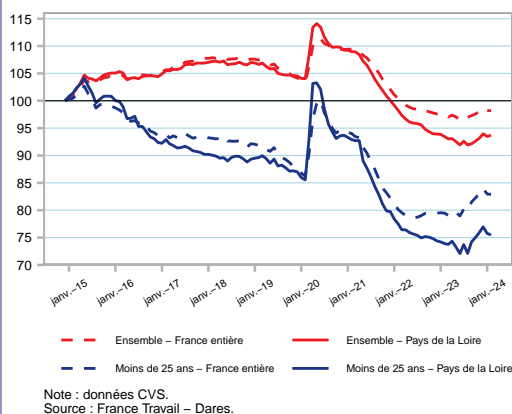
En janvier 2024, 1 700 salariés seraient indemnisés au moins un jour au titre de l'activité partielle (chiffre provisoire), après 2 900 en décembre et 5 200 en novembre.

En février 2024, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits dans les catégories A,B ou C est quasi stable par rapport au mois précédent, comme au niveau national. Le nombre de demandeurs d'emploi de moins de 25 ans diminue : -0,4 %, contre -0,1 % au niveau national.

En février 2024, les offres d'emploi collectées par France Travail augmentent par rapport au mois précédent. Elles sont proches de leur niveau de février 2023, après -7 % en janvier.

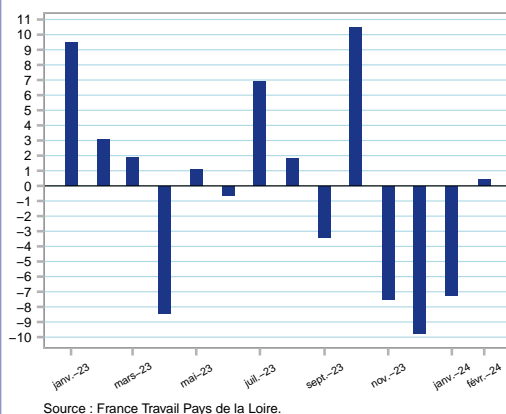
Demandeurs d'emploi en fin de mois ABC

Indice base 100 en décembre 2014

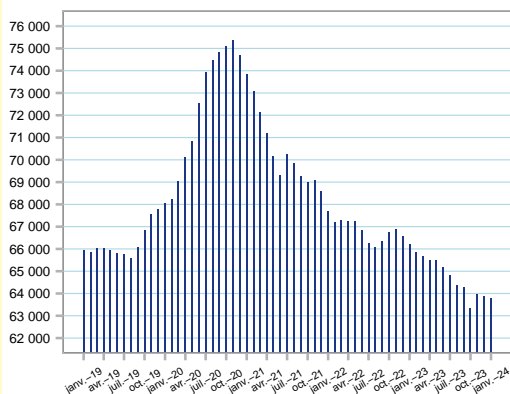


Offres déposées à France Travail

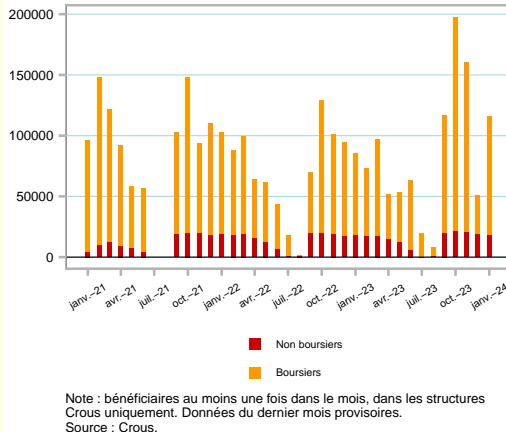
Évolution par rapport au même mois de l'année précédente (en %)



Bénéficiaires du RSA



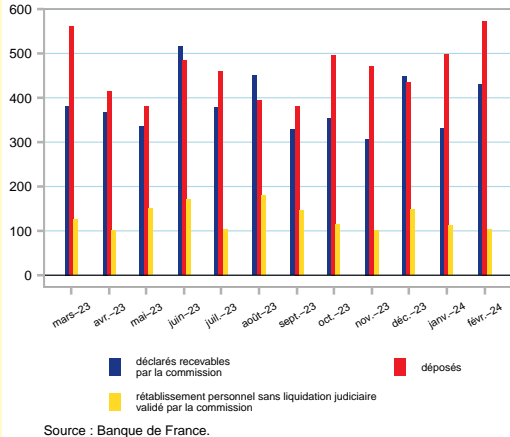
Nombre d'étudiants bénéficiaires du repas à 1 €



En janvier 2024, 63 770 personnes bénéficient du RSA. Le nombre de bénéficiaires est quasi stable : -0,2 %, après -0,1 % en décembre. La tendance à la baisse depuis fin 2020 semble s'atténuer sur les derniers mois. Le nombre de bénéficiaires est inférieur de 3,7 % à son niveau de janvier 2023.

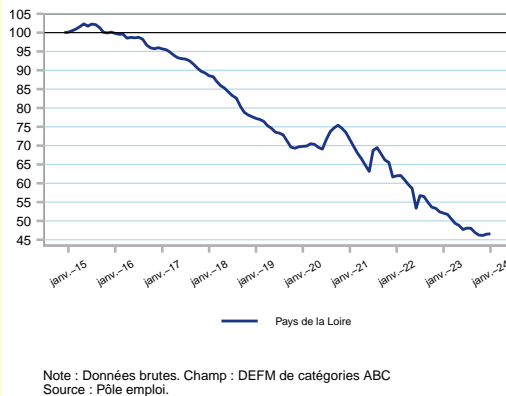
En janvier 2024, le nombre d'étudiants bénéficiaires des repas à 1€ augmente, en lien avec la rentrée scolaire. Le nombre de bénéficiaires est plus élevé que lors des deux années précédentes.

Surendettement : nombre de dossiers



**Bénéficiaires de l'ASS
(allocation de solidarité spécifique)**

Base 100 en décembre 2014



En février 2024, le nombre de dossiers de surendettement déposés est en hausse (+15 %, après +14 % le mois précédent). Le nombre de dossiers jugés recevables augmente également (+30 %, après -26 % le mois précédent).

En janvier 2024, 9 890 demandeurs d'emploi bénéficient de l'allocation spécifique de solidarité, minimum social destiné aux chômeurs en fin de droits sous conditions de ressources du foyer. Le nombre de bénéficiaires est en hausse : +0,2 %, après +0,7 % le mois précédent.